

tous les chefs du parti libéral étaient réunis à Ottawa dans le but d'adopter un programme pour les prochaines élections. Il est amusant de voir jusqu'à quel point les libéraux étaient alarmés de l'énorme augmentation des dépenses publiques.

Mais que voyons-nous aujourd'hui, après les déclarations de l'honorable premier ministre à Toronto et ailleurs, que les dépenses publiques pouvaient être diminuées de deux, trois et même quatre millions par année ? Que voyons-nous après les déclarations de l'honorable ministre du Commerce qui prétendait que c'était quelque chose de honteux et de monstrueux de voir le Canada dépenser \$40,000,000 par année. Pour l'exercice 1898-99, le premier dont ils soient entièrement responsables, ils ont dépensé \$39,282,000. Pour l'exercice courant, sans tenir compte du budget supplémentaire qui nous sera sans doute soumis, nos dépenses publiques sont estimées à \$41,000,000. Comparons maintenant cela avec le dernier exercice du régime conservateur, 1895-96, pendant lequel nous n'avons dépensé que \$36,949,000.

Sans doute que nos adversaires ne veulent pas comparer 1895-96 avec leur première année de pouvoir et pour les obliger je vais remonter plus haut. J'irai même jusqu'à 1885-86, l'exercice pendant lequel nous avons eu des dépenses extraordinaires occasionnées par la rébellion du Nord-Ouest. Or, nous n'avons dépensé cette année là que \$39,011,000, contre \$41,000,000 durant l'exercice courant. De même, si on compare le premier exercice des libéraux avec le dernier des conservateurs on voit qu'ils ont dépensé \$2,332,000 de plus que nous et entre le dernier exercice des conservateurs et l'exercice courant, la différence est de plus de \$4,000,000 ; c'est-à-dire \$1,396,000 de plus que les conservateurs en 1885-86, l'année de la rébellion.

Les conservateurs n'ont pas été les seuls à les avertir que cela ne pouvait pas continuer indéfiniment ; ils ont été avertis également par leurs propres amis, le plus sérieusement et à plusieurs reprises. Les journaux libéraux du pays et leurs partisans dans cette Chambre leur ont fait savoir que cela ne pouvait pas durer, que le parti libéral devait remplir ses promesses, surtout sur ce point, sans quoi il ne pourrait plus se montrer devant les électeurs.

Je ne demande comment celui qui est venu parler contre moi dans mon propre comté pourra y revenir après l'énorme augmentation des dépenses contrôlables dont le gouvernement s'est rendu coupable. Et, chose triste à signaler, c'est que cette augmentation des dépenses va en augmentant. La situation était déjà assez mauvaise au 30 juillet 1898, mais d'après les rapports de la dernière "Gazette officielle," je vois que les dépenses contrôlables au 28 février 1899, pour les huit premiers mois de l'exercice courant, étaient de \$23,597,000, contre \$21,595,000 pour la période correspondante de l'exercice

M. CASGRAIN.

précédent, soit une augmentation de plus de \$2,000,000 pour les huit premiers mois du présent exercice. Pour répondre à tous ces reproches les ministres nous disent : Oui ; il est vrai que nous avons augmenté les dépenses contrôlables, et que nous avons manqué à nos promesses sur ce point, mais vous voyez que nous avons aussi considérablement augmenté le revenu. Mais quand cette promesse a été faite aux électeurs du Canada, elle a été faite sans condition aucune. Ils n'ont pas promis de diminuer les dépenses de trois ou quatre millions, dans le cas où il n'y aurait pas d'augmentation du revenu ; ils ont promis purement et simplement de dépenser trois ou quatre millions de moins que les conservateurs.

Mais s'il est vrai que le revenu augmente, la dette publique augmente aussi dans des proportions alarmantes. Je voudrais savoir comment il se fait, puisque le revenu augmente si rapidement, que le ministre des Finances (M. Fielding) soit obligé d'aller en Angleterre à tout instant pour emprunter, et comment il se fait que notre dette augmente de mois en mois.

Au 31 octobre 1896, la dette était de \$254,352,000 et au 31 octobre 1897, après un peu plus d'une année de régime libéral, elle avait augmenté de \$4,886,000. Une jolie somme pour une seule année. Mais on ne s'est pas arrêté là ; la dette a continué à augmenter. Le 28 février 1899, nous voyons que la dette publique du Canada est de \$264,287,000, ce qui donne pour les trois exercices dont les libéraux sont responsables, une augmentation de \$9,834,000 ; et ce sont ces mêmes hommes qui ont pris l'engagement solennel envers les électeurs de diminuer les dépenses et la dette et qui disaient que c'était une honte pour le parti conservateur d'avoir augmenté les dépenses et la dette.

Faut-il s'étonner après cela, si en dehors du parlement, le parti libéral se sent alarmé ? Lorsque le très honorable premier ministre est venu à Montréal, le 4 janvier dernier, prononcer son grand discours pour annoncer au monde qu'il allait réformer le Sénat—il ferait mieux de commencer par réformer son parti—il a rencontré une délégation—non une délégation de conservateurs, mais bien une délégation de ses propres partisans d'Huntingdon et de Château-guay. Je vais citer les termes mêmes de la requête de ces délégués et je ferai remarquer qu'elle n'a pas été rédigée par des conservateurs mais par des libéraux, partisans de l'honorable premier ministre. Après avoir établi que la dette et les dépenses allaient en augmentant, cette pétition de cultivateurs libéraux ajoute :

Que se trouvant dans ce sérieux embarras, vos pétitionnaires volent avec anxiété l'augmentation continuelle de la dette publique, qui équivaut pour eux à de nouveaux impôts et à de plus lourdes obligations sur leurs propriétés immobilières :

Que la nécessité de percevoir un fort revenu pour assurer le service des intérêts sur la dette